



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le seize décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 10 décembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 24

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 8

Édith LEROUX donne pouvoir à Agnès SIBILLE
Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Virginie VANDAELE donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

CONSEIL MUNICIPAL du 16 décembre 2024

M_DL241216_188

RESSOURCES HUMAINES - REGIME INDEMNITAIRE POLICE MUNICIPALE - AUTORISATION - FIXATION

M. Jérôme DUBOST, Maire - Conformément à l'article L.714-13 du Code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et les fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes-champêtres bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique différent du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) attribué aux autres filières de la fonction publique territoriale.

Un nouveau régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale a été institué par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, créant ainsi une Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (prenant la dénomination d'ISFE).

L'ISFE remplace le précédent régime indemnitaire, dont bénéficiaient jusqu'ici les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale, composé de l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.) et de l'indemnité spéciale mensuelle de fonctions de police (I.S.M.F.).

Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale.

Il appartient ainsi au Conseil Municipal d'instaurer pour les agents de la filière police municipale l'indemnité spéciale de fonctions et d'engagement et de fixer les modalités de mise en œuvre de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires en vigueur.

Article 1 : bénéficiaires

A compter du 1er janvier 2025, une indemnité spéciale de fonction et d'engagement comprenant deux parts est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires des cadres d'emplois suivants :

- cadre d'emplois des directeurs de police municipale ;
- cadre d'emplois des chefs de service de police municipale ;
- cadre d'emplois des agents de police municipale ;
- cadre d'emplois des gardes champêtres.

Les agents en fonction à ce jour à la Ville de Montivilliers relèvent tous du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Article 2 : modalités et conditions d'attribution de la part fixe

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable.

La part fixe de l'ISFE est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant, dans la limite des taux prévus par le décret. Le

taux plafond instauré par le décret concernant le cadre d'emplois des agents de police municipale est fixé à 30%.

Les dispositions règlementaires permettent la prise en compte des fonctions et des responsabilités exercées pour déterminer le pourcentage de part fixe applicable aux agents. Par conséquent, il est proposé de moduler le pourcentage de part fixe de la façon suivante, en fonction du niveau de responsabilités des agents :

Fonctions	Part fixe
Responsable du service Police Municipale	30 %
Adjoint au responsable de service	25 %
Agents de police municipale	20 %

La part fixe est versée mensuellement.

Article 3 : modalités et conditions d'attribution de la part variable

La part variable est déterminée en tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, dans la limite d'un montant maximum fixé pour le cadre d'emplois des agents de police municipale de la façon suivante :

Cadres d'emplois	Plafond maximum de la part variable
Agents de police municipale	5 000 €

Les dispositions règlementaires précisent les modalités de versement de la part variable de la façon suivante :

- la part variable peut être versée mensuellement dans la limite de 50% du plafond prévu par les dispositions règlementaires,
- un complément annuel peut être versé sans que la somme des versements n'excède ce plafond de 50%.

La Ville de Montivilliers versera ainsi aux agents de police municipale une part variable mensuelle, dont les montants seront déterminés par arrêtés individuels de l'autorité territoriale, destinée à maintenir un niveau de régime indemnitaire adapté aux missions de police municipale.

Un versement annuel sera effectué chaque année au mois de Novembre pour permettre, comme pour les autres agents de la collectivité, le versement d'une prime de fin d'année d'un montant de 800 euros bruts.

Ce versement annuel, pourra être complété le cas échéant, d'un versement supplémentaire variable en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel des agents issus des entretiens professionnels.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Les montants individuels seront déterminés par arrêtés individuels pris par l'autorité territoriale.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Article 4 : cumul

L'ISFE est cumulable avec :

- Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé,
- Les primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les indemnités d'astreintes et de permanence.

L'ISFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir (exemples : RIFSEEP, IAT...).

Article 5 : dispositif de sauvegarde

Lors de la première application de l'ISFE, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage de 50 % et dans la limite du plafond fixé réglementairement.

Article 6 : modulation de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement du fait des absences

Au même titre que les autres agents de la collectivité en référence à la délibération relative à la mise en œuvre du RIFSEEP du 10 décembre 2018, il est prévu que le régime indemnitaire des agents de police municipale suive le sort du traitement en cas de congé maladie ordinaire (y compris accident de travail / maladie professionnelle ou imputable au service).

Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, états pathologiques, paternité, adoption.

Il est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grave maladie.

En cas de temps partiel thérapeutique, les primes et indemnités doivent suivre le même sort que le traitement.

En cas d'absence de service fait ou d'exclusion de fonction, le régime indemnitaire est supprimé automatiquement dans les mêmes proportions que le traitement de base. La suspension de fonctions entraîne également la suppression immédiate du régime indemnitaire.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L. 714-13 ;

VU le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale ;

VU le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres ;

VU la délibération en date du 28 juin 2010 relative au régime indemnitaire de la filière police municipale ;

VU la délibération du 10 décembre 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP à la Ville de Montivilliers ;

VU l'avis du Comité social territorial en date du 2 décembre 2024

CONSIDÉRANT

que conformément à l'article 1 du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer l'indemnité de fonction et d'engagement composée d'une part fixe et d'une part variable pour les agents de la filière police municipale relevant des cadres d'emplois des directeurs de police municipale, des chefs de service de police municipale, des agents de police municipale et des gardes champêtres,

que le montant de la part fixe pour les agents relevant du cadre d'emploi des agents de police municipale de la Ville de Montivilliers est établi de la façon suivante :

- 30 % du traitement indiciaire pour le responsable du service police municipale,
- 25 % du traitement indiciaire pour l'adjoint au responsable de service police municipale,
- 20 % du traitement indiciaire pour les agents de police municipale.

que le montant de la part variable annuel instauré par les dispositions réglementaires applicable aux agents relevant du cadre d'emplois des agents de police municipale et dont le plafond maximum est de 5000 €. Qu'il est prévu un versement annuel de la part variable au mois de Novembre pour permettre le versement d'une prime de fin d'année d'un montant de 800 euros. Que ce montant pourra être complété d'un versement supplémentaire variable en fonction de la manière de servir et de l'engagement professionnel des agents selon des critères déterminés et issus des entretiens professionnels,

que les montants individuels pour chaque agent du service police municipal seront déterminés par arrêté pris par l'autorité territoriale,

que l'indemnité de fonction et d'engagement instaurée par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 remplace le précédent régime indemnitaire applicable aux fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des gardes champêtres qui, conformément à l'article 8 du décret précité sera abrogé à compter du 1er janvier 2025,

qu'il appartient à l'organe délibérant de la collectivité (ou de l'établissement public) de fixer le cadre général de l'instauration de ce nouveau régime indemnitaire, dans les conditions et les limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérécourcs citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecourcs.fr

- **D'autoriser** la mise en place du régime indemnitaire des agents de police municipale dans les conditions énoncées ci-dessus,

- **D'autoriser** le versement d'un montant individuel pour chacune des parts aux agents bénéficiaires dans les conditions et limites énoncées ci-dessus par le biais d'un arrêté individuel

Imputation budgétaire

Exercice 2025

Budget principal

Chapitre 12

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

